

Tribune de l'opposition 2026

La démocratie étouffée

Avec un peu plus de 8,5 milliards de restrictions budgétaires pour les collectivités locales dans le budget 2026, ce sont des années difficiles qui s'annoncent. Pour notre commune, les énormes travaux de réparation de toute la toiture et de la charpente de l'église – probablement autour de 5 millions d'euros – vont capter toutes les subventions, sans que l'on sache à ce jour quelle va être la part communale qui, de toutes les façons, sera importante et pèsera sur nos capacités d'investissement.

Moins d'investissements des collectivités locales, c'est aussi moins d'activité économique et au final c'est moins d'emplois et plus de précarité. Ce budget de violence sociale sans précédent dans la V^{ème} République aura des répercussions majeures sur les services publics : fermetures de bureaux de poste, réductions d'effectifs dans la santé et l'éducation notamment. Passé en force par un gouvernement illégitime, il enfonce un peu plus le pays dans une crise sociale, institutionnelle et démocratique tant au niveau national que local.

En effet, depuis la mise en place de la loi Notre et la création de Cauvaldor, les communes ont perdu de nombreuses compétences et beaucoup d'autonomie, entravant toujours un peu plus la démocratie locale.

L'exemple du PLUiH (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et d'Habitat) est représentatif : réalisé de façon très technocratique en frais de régie et par des consultants, à un coût très élevé, il est très éloigné des besoins formulés en commission urbanisme, ce qui a justifié notre opposition.

Sans revenus financiers propres, les communes sont dans un système d'asservissement aux subventions et aux dotations. C'est pourquoi, nous avons toujours milité pour le développement de ressources communales par la création et la location de logements et avons combattu la vente du presbytère ou toute forme de « privatisation » de la rénovation de l'ancien hospice.

Comme le rappelait Jean Jaurès, la Commune, par sa proximité avec les gens, doit être le maillon essentiel de la démocratie locale avec des structures et un fonctionnement au plus près des citoyen-nes. Il prônait une organisation simple et efficace à trois niveaux – Commune, Département, Etat – pour redonner le pouvoir aux gens. Force est de constater que nous en sommes très loin aujourd'hui. Les technostructures opaques que sont les communautés de communes, mais aussi Départements et Régions, accentuent le fossé entre les élus et les citoyen-nes. Le mode d'élection des conseillers municipaux avec un système privilégiant la liste arrivée en tête, confère aux élus d'opposition un rôle totalement annexe, entendus mais jamais écoutés. La politique communale ne se décide pas en conseil municipal mais en bureau municipal, à huis clos, en dehors des regards et de tout débat.

Face à des institutions à bout de souffle qui ne répondent plus aux besoins démocratiques des citoyen-nes,

face à des budgets de régression sociale au service de quelques milliardaires qui pillent le pays et dominent les médias asservis à l'extrême-droite,

face aux va-t-en guerre et au racisme intolérable qui inondent les écrans, **l'aspiration légitime au changement, à plus de justice sociale, à plus de solidarité, à plus de services publics, à une démocratie locale retrouvée n'est pas une option c'est une obligation.**

Retrouvez sur notre blog nos articles, publications et tous nos comptes-rendus commentés et analysés : <https://leblogdeselus.fr>.

Madeleine Cayre – Jean Pascal Tesseyre – Christian Fages